

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-bobard-de-l-election-volee-Aujourd-hui-l-Iran>

Le bobard de l' « élection volée » : Aujourd'hui l'Iran

- Empire et Résistance - Bataille pour l'information -

Date de mise en ligne : dimanche 21 juin 2009

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par James Petras

New York, le vendredi 19 juin 2009

[Leer en español](#)

L'analyse des résultats de l'élection présidentielle iranienne, au vu des votes précédents et des sondages commandés sur place par les États-Unis, ne laisse pas de doute : Mahmoud Ahmadinejad est largement réélu. Ceci n'est guère surprenant, observe le professeur James Petras : le peuple a voté pour un national-populiste, tandis que seules les élites occidentalisées ont voté pour le candidat libéral, chouchou des médias occidentaux. Le même phénomène a déjà été observé dans d'autres pays.

« Pour les pauvres, le changement, cela signifie avoir à manger et avoir du travail ; ça n'est une question ni de code vestimentaire branché, ni de récréations mixtes... En Iran, la politique a énormément plus à voir avec la lutte des classes qu'avec la religion »

Editorial du Financial Times, 15 juin 2009.

Il n'est quasiment pas d'exemple d'une élection dans laquelle la Maison-Blanche ait eu un intérêt important, et dans laquelle la défaite du candidat pro-US n'eût été dénoncée comme « illégitime » par l'élite politique et médiatique (occidentale) dans son entièreté... Dans la dernière période, la Maison-Blanche et l'arrière-ban de son camp ont crié au scandale après des élections entièrement libres (et supervisées par des observateurs internationaux) au Venezuela et à Gaza, tout en fabriquant allègrement un « succès électoral » au Liban, en dépit du fait que la coalition emmenée par le Hezbollah y a recueilli plus de 53 % des suffrages.

Les récentes élections, le 12 juin 2009, en Iran sont un classique du genre : le président sortant nationaliste-populiste Mahmoud Ahmadinejad a recueilli 63,3 % des suffrages (soit 24,5 millions de voix), tandis que le candidat de l'opposition libérale soutenue par l'Occident, Hossein Mousavi, a recueilli 34,2 % des suffrages (soit 13,2 millions de voix).

Cette élection présidentielle a motivé plus de 80 % de l'électorat, avec notamment un vote outre-mer sans précédent de 234 812 électeurs, dans lequel Mousavi a remporté 111 792 suffrages, et Ahmadinejad, 78 300. L'opposition, emmenée par Mousavi, n'a pas accepté sa défaite, et elle a organisé une série de manifestations de masse, qui ont pris un tour violent, entraînant l'incendie et la destruction d'automobiles, de banques, de bâtiments publics, ainsi que des affrontements armés avec la police et d'autres services d'ordre. C'est la quasi-totalité du spectre des décideurs politiques occidentaux, y compris tous les principaux médias papier et électroniques, les principaux sites ouèbes libéraux, radicaux, libertaires et conservateurs qui ont fait écho à l'allégation faite par l'opposition iranienne d'une fraude électorale généralisée. Les néoconservateurs, les conservateurs libertariens et les trotskystes ont joint leurs voix à celle des sionistes, saluant les protestataires de l'opposition iranienne, voulant y voir une garde avancée d'on ne sait trop quelle « révolution démocratique ». (Aux États-Unis), les Démocrates et les Républicains ont condamné le régime actuel en Iran, refusant de reconnaître le score de ces élections et saluant les efforts des protestataires visant à en renverser le résultat. Le New York Times, CNN, le Washington Post, le ministère israélien des Affaires étrangères et toute la direction du Conseil des Présidents des Plus grandes Associations Juives Américaines (Presidents of the Major American Jewish Organizations) en ont appelé à des sanctions renforcées contre l'Iran, proclamant l'ouverture faite par Obama en vue d'un dialogue avec ce pays « morte et enterrée ».

Le bobard de la fraude

Les dirigeants occidentaux ont rejeté les résultats des élections iraniennes parce qu'ils « savaient » que leur candidat

réformiste ne pouvait perdre... Depuis des mois, ils publiaient quotidiennement des interviews, des éditoriaux et des reportages depuis le terrain, « passant en revue » les échecs de l'administration d'Ahmadinejad ; ils citaient le soutien de clercs, d'anciens responsables gouvernementaux, de commerçants du bazar et, par-dessus tout, de femmes et de jeunes bobos urbains parlant couramment l'anglais, comme gage de la victoire inéluctable de Mousavi, dont ils nous annonçaient qu'elle serait de l'ampleur d'un raz-de-marée. Une victoire de Mousavi nous était présentée comme une victoire « des modérés », telle était tout du moins la présentation de ce cliché vide de sens dont la Maison-Blanche nous a gratifiés. Des universitaires libéraux éminents en ont déduit que les élections avaient nécessairement été bidonnées, le candidat de l'opposition, Mousavi, ayant été mis en minorité dans son enclave ethnique, parmi les Azéris... D'autres universitaires ont prétendu que le « vote de la jeunesse » - en se basant sur leurs interviews d'étudiants des classes supérieure et moyenne habitant dans les quartiers huppés du nord de Téhéran étaient, dans leur écrasante majorité, favorables au candidat dit « réformiste ».

Ce qu'il y a d'étonnant, dans la condamnation occidentale unanime du résultat de cette élection, présenté comme frauduleux, c'est le fait qu'il n'y ait pas le commencement du début de la moindre preuve, ni sous forme écrite, ni sous forme d'observations, qui nous ait été présentée, ni avant, ni une semaine après le dépouillement des bulletins de vote. Durant toute la campagne électorale, aucune accusation crédible (ni même, d'ailleurs, aucune accusation douteuse) de tripatouillage électoral n'avait été émise. Aussi longtemps que les médias occidentaux ont continué à croire à leur propre propagande concernant une victoire imminente de leur candidat-fétiche, le processus électoral a été présenté comme hautement libre, animé de débats publics enflammés et de niveaux sans aucun précédent d'activité publique, sans aucune entrave attribuable à un excès de prosélytisme public. Les dirigeants et les mass media occidentaux étaient à ce point persuadés d'avoir affaire à des élections totalement libres et ouvertes qu'ils étaient persuadés que leur candidat chouchou ne pouvait que gagner.

Les médias occidentaux se sont reposés sur leurs reporters couvrant les manifestations monstres des partisans de l'opposition, ignorant et minimisant l'énorme score réalisé par Ahmadinejad. Pire : les média occidentaux ont ignoré la composition sociale des manifestations opposées, celles des partisans d'Ahmadinejad - le fait que le candidat élu bénéficiait du soutien de la classe bien plus nombreuse des ouvriers pauvres, des artisans et des fonctionnaires, alors que l'essentiel des manifestants de l'opposition appartenait aux étudiants de la haute et de la moyenne bourgeoisies, ainsi qu'à la classe des hommes d'affaires et des professions libérales.

De plus, la plupart des leaders d'opinion et des journalistes occidentaux basés à Téhéran ont extrapolé leurs projections à partir de leurs observations dans la capitale - ils sont très rares à s'aventurer dans les provinces, dans les villes, petites et moyennes, et dans les villages où Ahmadinejad bénéficie de l'essentiel de ses soutiens. S'ajoute à cela le fait que les partisans de l'opposition constituent une minorité agissante d'étudiants facilement mobilisables pour des manifs dans les rues, alors que les soutiens à Ahmadinejad se situent dans la majorité de la jeunesse ouvrière et chez les femmes au foyer, qui allaient pouvoir s'exprimer dans les urnes et n'avaient ni le temps ni l'envie de se lancer dans la politique de la rue.

Un certain nombre de mandarins de la presse, dont Gideon Rachman, du Financial Times, avancent en guise de preuve qu'il y a eu fraude, le fait qu'Ahmadinejad a remporté 63 % des suffrages dans la province turcophone peuplée par des Azéris, ce, au détriment de son adversaire, Mousavi, qui est lui-même d'origine azérie. L'on a affaire, là, à ce présupposé simpliste selon lequel l'identité ethnique ou l'appartenance à un groupe linguistique (et non les intérêts sociaux, ou de classe) seraient les seuls facteurs possibles permettant d'expliquer un comportement électoral...

Un examen plus approfondi des résultats relevés dans la région orientale azerbaïdjanaise de l'Iran révèle que Mousavi n'a obtenu la majorité que dans la seule ville de Shabestar, dans les classes moyenne et supérieure (et avec seulement une faible marge), alors qu'il s'est fait laminer dans les zones rurales, bien plus importantes, où la politique de redistribution sociale du gouvernement Ahmadinejad avait aidé les Azéris à se désendetter, à obtenir des crédits à des taux modiques et, pour les paysans, à accéder sans difficulté à des prêts. Mousavi a effectivement

gagné dans la partie occidentale de la région de l'Azerbaïdjan iranien, en se servant de ses attaches ethniques pour conquérir les votes des citoyens. Dans la province très fortement peuplée de Téhéran, Mousavi a battu Ahmadinejad dans les centres urbains de Téhéran et de Shemiranat grâce aux voix des circonscriptions où habitent les classes moyennes et supérieures, alors qu'il a été laminé dans les banlieues ouvrières voisines, ainsi que dans les petites villes et dans les districts ruraux.

L'accent mis de manière brouillonne et délibérément fallacieuse sur le « vote ethnique », invoqué par des journalistes du Financial Times et du New York Times afin de justifier le fait qu'ils qualifiaient la victoire électorale d'Ahmadinejad d' « élections volées » n'a d'égal que le refus arbitraire et délibéré, par les médias, de reconnaître un sondage d'opinion publique effectué à l'échelle de tout l'Iran et de manière scientifiquement rigoureuse par deux experts états-uniens, trois semaines seulement avant le vote, qui montrait qu'Ahmadinejad avait une avance telle qu'il pouvait remporter plus du double des voix de son adversaire -c'est-à-dire une marge encore plus importante que celle de sa victoire électorale, le 12 juin-. Ce sondage montrait que chez les électeurs d'origine azérie, Ahmadinejad bénéficiait de deux fois plus de voix que Mousavi, ce qui démontrait à quel point les intérêts de classe incarnés par un candidat sont capables d'occulter l'identité ethnique de l'autre [1]. Le sondage a également démontré à quel point les questions de classe, en fonction des groupes d'âges, avaient plus d'influence sur la formation des préférences politiques des personnes interrogées que des considérations de « style de vie » de telle ou telle génération. Selon ce sondage, plus des deux-tiers des jeunes Iraniens étaient trop pauvres pour avoir accès à un ordinateur, et ceux ayant entre 18 et 24 ans « constituaient le bloc électoral le plus puissant en faveur d'Ahmadinejad, parmi toutes les autres catégories d'électeurs » [2]. Le seul groupe qui soutenait avec constance Mousavi était celui des étudiants d'université et des diplômés, des entrepreneurs et de la classe moyenne supérieure. Le « vote jeune », que les médias occidentaux nous encensent en nous le présentant comme « favorable aux réformistes », représentait une minorité nette, atteignant moins de 30 % des intentions de vote, mais originaires de milieux sociaux très privilégiés, très largement anglophones, bénéficiant d'une sorte de monopole dans les médias occidentaux. Leur présence envahissante dans les informations présentées en Occident a généré ce qui a pu être qualifié de « Syndrome de Téhéran-Nord », partie de la capitale où se trouve l'enclave de la classe supérieure friquée dont la plupart de ces étudiants sont les enfants. Ces bobos ont beau avoir la langue bien pendue, être tirés à quatre épingles et parler l'anglais d'Oxford, ils ont été totalement balayés, dans le secret des urnes.

De manière générale, Ahmadinejad a fait de très bons scores dans les provinces pétrolifères dotées d'industries chimiques. Cela peut être un reflet de l'opposition des travailleurs de la pétrochimie à un programme « réformiste », qui comportait des propositions de « privatisations » d'entreprises publiques. De la même manière, le président élu a eu de très bons résultats dans toutes les provinces frontalières, en raison de son insistance sur le renforcement de la sécurité nationale contre les menaces américaines et israéliennes, dans le cadre de l'escalade des attaques terroristes transfrontalières sponsorisées par les États-Unis, venant du Pakistan, et des incursions soutenues par Israël depuis le Kurdistan irakien, qui ont entraîné la mort de dizaines de citoyens iraniens. La sponsorship et le financement massif des groupes responsables de ces attaques terroristes sont une politique officielle des États-Unis, héritée de l'administration Bush, mais que le Président Obama n'a nullement répudiée ; de fait, cette politique a connu une escalade durant les semaines ayant précédé les élections.

Ce que les commentateurs occidentaux et leurs protégés iraniens ont ignoré, c'est le puissant impact que les guerres et les occupations désastreuses des États-Unis en Irak et en Afghanistan ont eu sur l'opinion publique iranienne : la position extrêmement forte d'Ahmadinejad en matière de défense contrastait avec la posture de défense molle de la plupart des propagandistes de l'opposition, dans ces élections.

L'immense majorité des électeurs du président actuel ont probablement eu le sentiment que les intérêts de leur sécurité nationale, l'intégrité du pays et le système de sécurité sociale, en dépit de tous ses défauts et de ses excès, seraient mieux défendus et améliorés avec Ahmadinejad au pouvoir, qu'avec de jeunes technocrates des classes aisées, soutenus par l'Occident, qui placent leur style de vie égoïste boboisé au-dessus des valeurs et de la solidarité partagées par le peuple iranien.

L'analyse démographique des électeurs met en évidence une réelle polarisation de classe, qui dresse des individus bénéficiant de hauts revenus, partisans du libre marché, capitalistes et individualistes, contre une classe laborieuse ayant de faibles revenus, fortement solidaires entre eux, partisans d'une « économie morale » dans laquelle l'usure et le profit sont strictement limités par des préceptes religieux. Les attaques ouvertes d'économistes oppositionnels contre les dépenses sociales du gouvernement, contre sa politique de crédit accessible et de très généreux subventionnement des produits alimentaires de première nécessité ne les ont pas vraiment fait apprécier par la majorité des Iraniens, qui bénéficient de ces programmes sociaux du gouvernement. L'État était considéré (par ceux-ci) comme le protecteur et le bienfaiteur des travailleurs pauvres contre le « marché », qui représentait à leurs yeux la richesse, le pouvoir, les privilèges et la corruption. Les attaques de l'opposition contre la politique étrangère « intransigeante » du régime et contre ses positions « lui aliénant » l'occident n'ont trouvé d'écho qu'auprès des seuls étudiants ultralibéraux et des affairistes de l'import-export. Aux yeux de l'immense majorité des Iraniens, la mobilisation et la menace d'escalade militaires du régime ont évité à l'Iran une attaque armée des Etats-Unis et/ou d'Israël.

L'ampleur du retard électoral de l'opposition devrait nous dire à quel point cette opposition est totalement coupée des préoccupations quotidiennes vitales de son propre peuple. Cela devrait rappeler à ses membres qu'en se rapprochant de l'opinion occidentale, ils ne font que s'éloigner d'autant de l'intérêt quotidien de ceux qui vivent moins bien que la classe moyenne et en-dehors des grilles du campus hyper-privilégié de l'Université de Téhéran pour leur sécurité, leur logement, leur boulot et les prix des produits alimentaires subventionnés qui leur rendent la vie tolérable.

La victoire électorale d'Ahmadinejad, vue sous une perspective historique comparative, ne saurait nous surprendre. Dans des contextes électoraux similaires, opposant des nationalistes-populistes à des libéraux pro-occidentaux, ce sont toujours les populistes qui l'ont emporté. Les exemples passés incluent Peron en Argentine et, plus récemment, Chavez au Venezuela, Evo Morales en Bolivie et même Lula da Silva au Brésil, qui, tous, ont fait preuve d'une capacité à s'assurer près de 60 % des voix, voire davantage encore, lors d'élections parfaitement libres et démocratiques. Les majorités d'électeurs, dans ces pays, préfèrent le bien-être social à la liberté débridée des marchés, ils préfèrent la sécurité nationale à l'alignement sur tel ou tel empire militaire.

Les conséquences de la victoire électorale d'Ahmadinejad peuvent désormais faire débat. Les États-Unis peuvent en conclure que le fait de continuer à soutenir une minorité, certes fort en voix, mais néanmoins battue à plate couture, ne présage rien de bon en matière d'obtention de concessions sur l'enrichissement d'uranium ou l'abandon, par l'Iran, de son soutien au Hezbollah et au Hamas. Une approche réaliste consisterait plutôt à ouvrir un débat extrêmement large avec l'Iran, et à reconnaître, comme l'a fait observer récemment le sénateur Kerry, que le fait d'enrichir de l'uranium ne saurait représenter une menace vitale pour qui que ce soit. Cette approche différerait du tout au tout d'avec celle des sionistes américains infiltrés dans le régime Obama, qui suivent leurs chefs, en Israël, qui poussent à une guerre préventive contre l'Iran, et recourent à l'argument ô combien spécieux selon lequel il n'y aurait pas de négociation possible avec un gouvernement « illégitime », à Téhéran, « illégitime », puisqu'il aurait « volé son élection » !..

Des événements récents indiquent que les dirigeants politiques en Europe, et même certains d'entre eux, à Washington, n'acceptent pas la version des mass médias sionistes, selon laquelle les élections en Iran auraient été « volées ». La Maison-Blanche n'a pas suspendu son offre de négociations avec le gouvernement nouvellement réélu, elle s'est plutôt focalisée sur la répression contre les protestataires oppositionnels (et non pas sur l'élection elle-même). De la même manière, les vingt-sept pays membres de l'Union européenne ont exprimé leur « sérieuse préoccupation au sujet de la violence en Iran », et ils ont appelé à ce que « les aspirations du peuple iranien soient satisfaites par des moyens pacifiques » et à ce que « la liberté d'expression soit respectée » [3]. A l'exception du président « français » Sarkozy, aucun leader européen n'a remis en cause le résultat des élections iraniennes.

Le joker, au lendemain de ces élections, c'est la réaction israélienne : Netanyahu a signalé à ses partisans sionistes

aux États-Unis qu'ils devaient recourir au bobard de la « fraude électorale » afin d'exercer une pression maximale sur le régime Obama et de le contraindre à mettre un terme à tous ses projets de rencontrer le régime Ahmadinejad récemment confirmé par les suffrages populaires.

Paradoxalement, ce sont les commentateurs états-uniens (de gauche, de droite et du centre) qui ont gobé le bobard de la fraude électorale en Iran qui ont, par inadvertance, fourni à Netanyahu et à ses pantins états-uniens les arguments et les falsifications qu'ils diffusent abondamment : là où ils voient des guerres religieuses, nous voyons des luttes entre classes ; là où ils inventent une fraude électorale, nous constatons une tentative de déstabilisation impérialiste...

James Petras est professeur émérite de sociologie à l'université Binghamton de New York. Intellectuel emblématique de la gauche étasunienne, il est l'auteur de nombreux ouvrages. James Petras est membre de la conférence « anti-impérialiste » Axis for Peace organisée par le Réseau Voltaire.

Traduction Marcel Charbonnier

Post-scriptum :

Notes :

[1] Washington Post, 15 juin 2009

[2] Washington Post, 15 juin 2009

[3] Financial Times, 16 juin 2009, p. 4.